

Avis n°19-12085

## Référence de TED :

[2019/S 019-041882](#) - annonce diffusée le 28 janvier 2019

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur

<http://www.boamp.fr/avis/detail/19-12085/officiel>

Département(s) de publication : **51**

Annonce No **19-12085**

---

### I.II.III.IV.VI.

AVIS DE CONCESSION

Directive 2014/23/UE

Section I : Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

#### I.1) NOM ET ADRESSES

Mairie d'Epervay, Numéro national d'identification : 21510212000015, 7 bis avenue de Champagne, Point(s) de contact : POLE ACHATS / DSP / ASSURANCES / AUTOMOBILE, 51200, EPERNAY, F, Téléphone : (+33) 3 26 53 36 98, Courriel : [bekar@epervay-agglo.fr](mailto:bekar@epervay-agglo.fr), Fax : (+33) 3 26 53 36 23, Code NUTS : FRF23

#### Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.epervay.fr>

Adresse du profil acheteur : <http://www.e-marchespublics.com>

#### I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://www.e-marchespublics.com>

**Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

**Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées :**

par voie électronique à l'adresse : <http://www.e-marchespublics.com>

au(x) point(s) de contact susmentionné(s)

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

I.6) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Section II : Objet

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : Concession de service pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobilier urbain

Numéro de référence : Mobilier urbain 2019

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 34928400

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

**Services**

II.1.4) Description succincte : La concession portera sur la fourniture, l'installation, l'entretien et la maintenance du mobilier urbain suivant : abris voyageurs, dont certains avec un point d'accès wifi, planimètres de 2m<sup>2</sup> dont certains avec une face à écran digital, un écran digital indoor, planimètres de 8m<sup>2</sup>, panneaux d'affichage libre, panneaux d'entrée de ville, sanitaires publics automatiques. Les mobiliers devront être fournis neufs. Ce mobilier sera mis à disposition, installé, entretenu par le concessionnaire, et remis en état en cas de dégradation.

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 4 500 000 euros

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

Lot n° :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 44212321

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 45233293

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 45215500

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 50000000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRF23

Lieu principal d'exécution : Epernay

II.2.4) Description des prestations : Voir section II.1.4 - description succincte

II.2.5) Critères d'attribution

La concession est attribuée sur la base des critères énoncés dans les documents du marché

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 4 500 000 euros

II.2.7) Durée de la concession

Durée en mois : 180

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires :

## Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

### III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :

Une déclaration sur l'honneur attestant : 1° Qu'il ne fait l'objet d'aucunes exclusions de la

participation à la procédure prévues aux articles 39 et 42 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 ; 2°

Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes sont exacts ; 3°

De son respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1

à L. 5212-4 du Code du travail. Les documents justifiant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusions

de la participation à la procédure prévues aux articles 39 et 42 de l'ordonnance du 29 janvier

2016, à savoir : 1. une attestation sur l'honneur de casier judiciaire vierge (concernant l'exclusion

visée au 1° de l'article 39) ; 2. les certificats visés aux articles 1-I, 1-II, 2-I, 2-III et 2-IV de

l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales

donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de contrats publics et de contrats de

concession ; 3. les documents librement choisis par les candidats pour justifier qu'ils ne font

l'objet d'aucun autre cas d'exclusion (points 3°, 4° et 5° de l'article 39 précité).

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaire concernant les fournitures, services ou travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; - Assurance des risques professionnels liés aux différentes prestations.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : sans objet

### III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; - Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats ou contrats de même nature ; - La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ; - Une présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services ayant un lien avec l'objet du contrat effectué au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : sans objet

### III.1.5) Informations sur les concessions réservées

#### III.2) Conditions liées à la concession

#### III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

#### III.2.2) Conditions d'exécution de la concession :

#### III.2.3) Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession

#### III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

## Section IV : Procédure

### IV.1) DESCRIPTION

#### IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics :

### IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

#### IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

25 mars 2019 - 12:00

#### IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

## Section VI : Renseignements complémentaires

### VI.1) RENOUELEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

### VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

### VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Le contrat à conclure est de type concession de service, soumise au régime de l'ordonnance no 2016-65 relative aux contrats de concession, et à son décret d'application no2016-86. La procédure retenue est une procédure dite " ouverte " avec remise des candidatures et des offres dans le même temps. Il sera demandé aux candidats de fournir un échantillonnage de mobiliers objets du contrat lors de la phase de négociation de la procédure. Les candidats peuvent remettre une offre variante sur la base des modifications du cahier des charges spécifiées dans les documents de la consultation. La variante porte sur la possibilité d'intégrer du mobilier reconditionné à l'offre

### VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

#### VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036, Châlons-en-Champagne Cedex, F, Téléphone : (+33) 3 26 66 86 87, Courriel : [greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr](mailto:greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr), Fax : (+33) 3 26 21 01 87, Adresse internet : <http://www.chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr>

#### VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

#### VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Précisions concernant les délais d'introduction de recours:- référé précontractuel, prévu aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat,- référé contractuel, prévu aux articles L. 551-13 et suivants du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA,- recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles, assorti le cas échéant de conclusions indemnitaires et pouvant être exercé par tout requérant tiers dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

#### VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036, Châlons-en-Champagne Cedex, F, Téléphone : (+33) 3 26 66 86 87, Courriel : [greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr](mailto:greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr), Fax : (+33) 3 26 21 01 87, Adresse internet : <http://www.chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr>

### VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

23 janvier 2019